

Situation Mensuelle de l'Etat



Avril 2012



Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Tableau des flux de trésorerie	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	19
Dette financière de l'Etat	20
Notes méthodologiques	21



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -59,9 milliards €

«Un solde comparable à 2011»

Le solde d'exécution budgétaire à fin avril 2012 s'élève à -59,9 milliards € contre -61,4 milliards € à fin avril 2011 à périmètre constant. Cette variation (+1,5 milliard €) est due à des recettes en

progression et à l'amélioration du solde des comptes spéciaux. Toutefois, les dépenses enregistrent depuis le début de l'année, un rythme de comptabilisation plus soutenu que l'an passé.

Dépenses du budget général (hors R&D*) : 109,1 milliards €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 16,4 milliards € principalement dus au programme « Charges de la dette et trésorerie de l'Etat » (abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat ») ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,5 milliards € imputables essentiellement à l'enseignement scolaire public du premier et du second degré ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 5,4 milliards € dont 3 milliards € pour le programme « Formations supérieures et recherche universitaire » et 1,3 milliard € pour le programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

✓ Mission **Défense** : 3,8 milliards € dont 2,2 milliards € concernant le programme « Préparation et emploi des forces » et 1,3 milliard € relatif au programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,5 milliard € dont 0,9 milliard € au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » ;

✓ Mission **Ville et logement** : 1,5 milliard € dont 1,3 milliard € pour le programme « Aide à l'accès au logement ».

Les dépenses nettes à fin avril 2012 s'élèvent à 109,1 milliards € contre 102,3 milliards € à fin avril 2011 à périmètre constant. Ce rythme plus soutenu de comptabilisation concerne surtout les dépenses d'intervention (+2,5 milliards €), de fonctionnement (+1,8 milliard €) et d'investissement (+1,2 milliard €).

Recettes du budget général (hors R&D) : 66,4 milliards €

Les principales recettes du mois (hors R&D) :

TVA : 12,7 milliards € ;

Impôt sur les sociétés : 3,4 milliards € (cf. focus sur l'actualité) ;

Impôt sur le revenu : 3,2 milliards € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,9 milliards € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,6 milliard €.

Recettes fiscales (hors R&D) : 87,9 milliards €

Elles s'élevaient à 86,4 milliards € à périmètre constant à fin avril 2011. Cette progression est

essentiellement due à l'augmentation de l'IR et de la TVA.



Recettes non fiscales : 2,9 milliards €

Les recettes non fiscales à fin avril 2012 s'élèvent à 2,9 milliards € contre 1,6 milliard € en 2011. Cet écart s'explique par la recette exceptionnelle s'élevant à 1,3 milliard €, enregistrée cette année relative à la procédure d'attribution d'autorisations

d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine. On note ce mois-ci, la comptabilisation à la ligne « Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers » d'intérêts liés au prêt à la Grèce pour un montant de 0,1 milliard €.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -24,5 milliards €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à fin avril 2012 à -24,5 milliards € contre -26,1 milliards € à fin avril 2011.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -17,2 milliards €

Les principales évolutions du mois

Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » enregistre des dépenses de 17 milliards € liés au paiement d'intérêts sur les OAT et des recettes de 16,7 milliards € suite essentiellement à l'abondement du budget général. Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 6,9 milliards € et des recettes pour 2,2 milliards €. Le

compte « **Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien** » comptabilise des dépenses pour 0,6 milliard € liées à l'optimisation de l'usage du spectre hertzien. Le compte « **Participations financières de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses de 0,5 milliard € consécutives à l'augmentation de capital de La Poste (cf. focus sur l'actualité).

Au 30 avril 2012, le solde des comptes spéciaux s'établit à -17,2 milliards € contre -21,8 milliards € en avril 2011. Cet écart s'explique essentiellement par l'amélioration des soldes du CAS « Pensions » (+1,4 milliard €), du compte « Avances aux collectivités territoriales » (+1,3 milliard €) et du compte « Prêts à des Etats étrangers » (+4,1 milliards €) suite au prêt à la Grèce en 2011, en partie compensée par l'évolution du solde du compte « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » suite au remboursement en 2011 du prêt consenti au secteur automobile en 2009 (-2,9 milliards €).

Dettes financières de l'Etat au 30 avril : 1 355,7 milliards €

Les flux significatifs enregistrés depuis le début de l'année concernent les OAT (émissions nettes de 28,7 milliards €) et les BTAN (émissions nettes de 10,1 milliards €).

Répartition de la dette négociable au 30 avril 2012





👉 Augmentation du capital de La Poste

A la suite des recommandations de la commission Ailleret sur les perspectives d'évolution de La Poste, la transformation de l'entreprise en société anonyme a été décidée par la loi du 9 février 2010.

Cette décision prévoit la possibilité d'une ouverture du capital, jusqu'alors totalement détenu par l'Etat, à d'autres personnes morales de droit public.

Ainsi, le 18 octobre 2010, un accord a été conclu entre La Poste, l'Etat et la Caisse des Dépôts sur une augmentation de capital de 2,7 milliards d'euros financée à hauteur de 1,5 milliard d'euros par la Caisse

des Dépôts et de 1,2 milliard d'euros par l'Etat. Un premier montant de 1,1 milliard d'euros a été versé en avril 2011 par les deux actionnaires respectivement pour 0,6 milliard et 0,5 milliard d'euros.

La seconde tranche a été appelée au début du mois d'avril 2012 pour la même somme avec la même répartition, le reliquat sera versé en 2013.

Les montants versés (0,5 milliard d'euros en 2012) ont été comptabilisés en dépenses du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat ».

👉 Encaissement du solde de l'impôt sur les sociétés 2011

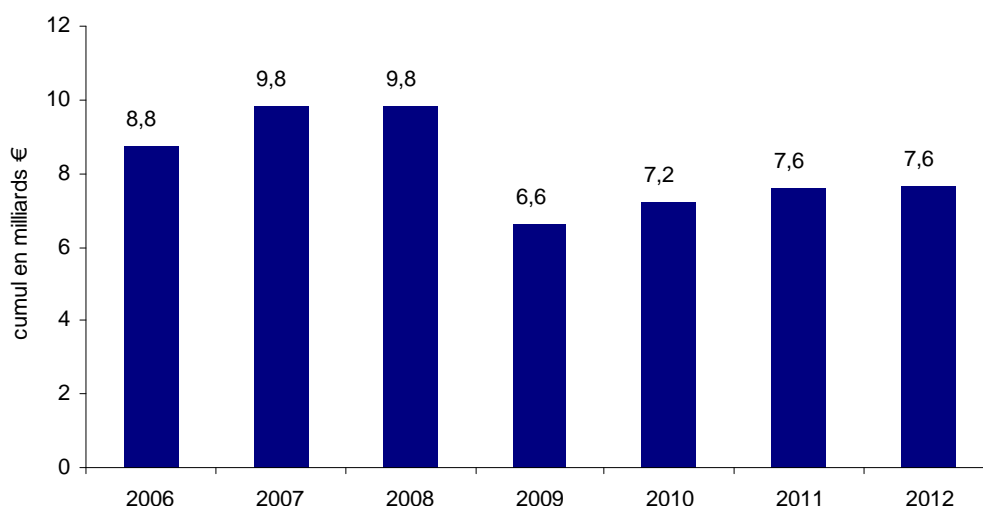
L'impôt sur les sociétés est l'une des principales recettes fiscales de l'Etat. En 2011, les recouvrements bruts s'élevaient à 53 milliards d'euros. Calculé sur les bénéfices des entreprises, son taux normal est de 33^{1/3} %. Il existe également un taux réduit de 15 % pour les petites et moyennes entreprises.

Pour la plupart des sociétés, le versement de l'impôt s'effectue sur 5 échéances. Les acomptes versés en mars, juin, septembre et décembre, représentent chacun, un quart de l'impôt payé au titre des bénéfices

de l'exercice précédent. Le solde payé en avril de l'exercice suivant, correspond à l'impôt sur les sociétés dû sur les bénéfices annuels réalisés, diminué des acomptes déjà versés et des éventuels crédits d'impôts.

Cette année, le montant du solde de l'impôt sur les sociétés recouvré au 30 avril 2012, s'élève à 7,6 milliards d'euros, soit un niveau équivalent à l'exercice précédent.

Recouvrement brut du solde de l'IS au 30 avril



Le montant du solde de l'impôt sur les sociétés est principalement corrélé avec les évolutions de la conjoncture économique.



	Avril	Cumul à fin avril		Renvoi Page	
	2012	2012	2011 retraité 2011 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-30 488	-59 903	-61 445	-61 354	6
Dépenses du budget général (hors R et D)	40 939	109 094	102 267	102 111	6
Recettes du budget général (hors R et D)	17 324	66 433	62 572	62 507	6
Principales recettes fiscales (hors R et D)					
- IR	3 245	20 259	19 099	19 099	
- IS	3 373	11 362	12 095	12 095	
- TVA	12 695	45 778	44 986	44 911	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-6 873	-17 242	-21 750	-21 750	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Variation de trésorerie	-15 036	-50 180			18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	3 947	83 111			19
Dettes financières de l'Etat	-2 837	1 355 738			20

Les variations de trésorerie et des correspondants du Trésor du mois d'avril prennent en compte les corrections demandées par la Cour des comptes dans le cadre de sa mission de certification des comptes.



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	997	1 018	1 018
Dépenses de personnel	9 810	40 426	39 869	40 078
Dépenses de fonctionnement	7 221	18 339	16 539	16 232
Charges de la dette de l'Etat	16 336	19 134	18 974	18 974
Dépenses d'investissement	1 527	4 615	3 405	3 405
Dépenses d'intervention	5 985	24 923	22 433	22 375
Dépenses d'opérations financières	60	660	29	29
Total des dépenses (hors R et D) (I)	40 939	109 094	102 267	102 111
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	22 285	87 913	86 372	86 305
Recettes non fiscales	510	2 852	1 613	1 615
Prélèvements sur recettes	-5 491	-24 531	-26 076	-26 076
Fonds de concours	20	199	663	663
Total des recettes (hors R&D II)	17 324	66 433	62 572	62 507
Total des recettes (hors R et D, prélèvements sur recettes)	22 815	90 964	88 648	88 583
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-23 615	-42 661	-39 695	-39 604
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 481	1 834	-136	-136
Solde des comptes de concours financiers	-5 111	-18 992	-21 504	-21 504
Solde des comptes de commerce	-275	-64	-110	-110
Solde des comptes d'opérations monétaires	-6	-3	678	678
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (D)	-6 873	-17 242	-21 750	-21 750
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (F = C + D + E)	-30 488	-59 903	-61 445	-61 354



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 810	40 426	39 869	40 078
Rémunérations d'activité	5 810	23 427	23 428	23 545
Cotisations et contributions sociales	3 943	16 747	16 095	16 185
Prestations sociales et allocations diverses	57	252	347	348
AUTRES TITRES	31 129	68 668	62 398	62 033
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	997	1 018	1 018
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	7 221	18 339	16 539	16 232
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 622	6 109	4 360	4 367
Subventions pour charges de service public	5 599	12 230	12 179	11 865
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	16 336	19 134	18 974	18 974
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	16 336	19 134	18 974	18 974
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 527	4 615	3 405	3 405
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 226	3 950	2 885	2 885
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	301	665	520	520
Titre 6 - Dépenses d'intervention	5 985	24 923	22 433	22 375
Transferts aux ménages	2 231	10 576	9 397	9 397
Transferts aux entreprises	783	3 333	2 994	2 963
Transferts aux collectivités territoriales	1 334	2 810	1 685	1 667
Transferts aux autres collectivités	1 637	8 204	8 357	8 348
Appels en garantie	0	0	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	60	660	29	29
Prêts et avances	1	8	12	12
Dotations en fonds propres	57	85	17	17
Dépenses de participations financières	2	567	0	0
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	40 939	109 094	102 267	102 111



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2012		Cumul à fin avril 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	164	171	1 422	1 045	1 038
Action de la France en Europe et dans le monde	111	84	674	612	641
Diplomatie culturelle et d'influence	33	66	551	275	270
Français à l'étranger et affaires consulaires	20	20	196	144	124
Présidence française du G20 et du G8	0	1	1	14	3
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	197	189	876	818	784
Administration territoriale	133	133	544	524	519
Vie politique, culturelle et associative	7	3	87	79	82
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	57	53	245	215	183
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	253	281	1 880	1 333	1 247
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	80	117	1 202	732	665
Forêt	53	49	258	199	191
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	55	50	176	162	149
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	65	65	244	240	242
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	401	226	1 082	1 343	1 353
Aide économique et financière au développement	194	7	331	610	650
Solidarité à l'égard des pays en développement	207	219	751	732	701
Développement solidaire et migrations	0	0	0	1	2
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	21	49	2 223	2 221	1 395
Liens entre la Nation et son armée	7	9	34	32	39
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	6	33	2 160	2 160	1 329
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	8	7	29	29	27
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	44	46	215	210	190
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	27	29	107	108	94
Conseil économique, social et environnemental	0	0	37	37	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	17	71	65	59
CULTURE	239	280	1 107	692	681
Patrimoines	28	133	313	190	203
Création	110	57	397	188	183
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	101	90	397	314	295
DEFENSE	3 535	3 788	11 798	14 714	12 844
Environnement et prospective de la politique de défense	176	84	565	544	542
Préparation et emploi des forces	2 261	2 174	8 017	8 165	7 388
Soutien de la politique de la défense	545	231	1 120	811	584
Equipement des forces	553	1 299	2 096	5 194	4 330
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	97	111	333	300	203
Coordination du travail gouvernemental	36	61	169	161	122
Protection des droits et libertés	6	6	27	28	24
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	55	44	137	111	57
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	687	931	4 342	3 443	3 135
Infrastructures et services de transports	289	316	1 909	1 376	1 251
Sécurité et circulation routières	4	2	11	7	2
Sécurité et affaires maritimes	10	12	85	37	31
Météorologie	0	51	152	102	98
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	25	29	157	80	48
Information géographique et cartographique	0	23	70	47	40
Prévention des risques	16	28	82	60	35
Energie, climat et après-mines	15	141	534	396	329
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	328	329	1 342	1 338	1 302



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2012		Cumul à fin avril 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	120	124	628	486	463
Développement des entreprises et de l'emploi	68	75	391	276	253
Tourisme	0	1	33	15	0
Statistiques et études économiques	37	34	147	141	156
Stratégie économique et fiscale	15	14	57	54	54
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	16 336	16 401	19 399	19 399	19 225
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	16 336	16 336	19 134	19 134	18 975
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	0
Epargne	0	65	265	265	250
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité (1)	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 388	5 546	21 800	21 841	21 409
Enseignement scolaire public du premier degré	1 524	1 524	6 121	6 112	6 081
Enseignement scolaire public du second degré	2 520	2 520	10 003	9 987	9 930
Vie de l'élève	491	560	1 861	1 784	1 643
Enseignement privé du premier et du second degrés	612	668	2 722	2 688	2 555
Soutien de la politique de l'éducation nationale	169	168	776	744	723
Enseignement technique agricole	72	106	317	526	477
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	948	954	4 094	3 888	3 513
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	670	673	2 964	2 818	2 594
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	17	22	58	59	43
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	76	79	329	294	234
Facilitation et sécurisation des échanges	134	134	604	583	553
Entretien des bâtiments de l'Etat	33	16	59	37	11
Fonction publique	18	30	80	97	78
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	19	27	153	114	64
Immigration et asile	16	19	132	104	62
Intégration et accès à la nationalité française	3	8	21	10	2
JUSTICE	750	613	3 722	2 238	2 155
Justice judiciaire	325	253	2 024	890	822
Administration pénitentiaire	275	236	882	852	809
Protection judiciaire de la jeunesse	92	70	304	241	260
Accès au droit et à la justice	23	35	200	193	197
Conduite et pilotage de la politique de la justice	35	19	311	61	66
Conseil supérieur de la magistrature (1)	0	0	1	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	104	127	889	365	380
Presse	100	42	142	85	79
Livre et industries culturelles	1	48	184	99	99
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	3	3	422	111	104
Action audiovisuelle extérieure	0	34	141	70	98
OUTRE-MER	79	64	1 388	622	493
Emploi outre-mer	15	20	1 096	412	392
Conditions de vie outre-mer	64	44	292	210	101
POLITIQUE DES TERRITOIRES	20	24	30	52	24
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	19	22	13	46	23
Interventions territoriales de l'Etat	1	2	17	6	1
POUVOIRS PUBLICS	0	0	998	998	1 018
Présidence de la République	0	0	109	109	112
Assemblée nationale	0	0	518	518	534
Sénat	0	0	324	324	328
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	32
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2012		Cumul à fin avril 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	3 350	5 376	16 626	12 269	12 196
Formations supérieures et recherche universitaire	2 985	2 989	6 108	5 966	5 669
Vie étudiante	208	374	1 389	1 021	1 069
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	66	1 250	4 859	2 663	2 701
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	310	1 240	620	618
Recherche spatiale	0	146	1 335	912	923
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	0	95	733	520	658
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	51	119	526	362	346
Recherche duale (civile et militaire)	0	61	183	61	63
Recherche culturelle et culture scientifique	1	2	104	27	33
Enseignement supérieur et recherche agricoles	39	30	149	117	117
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	162	278	4 457	2 896	2 512
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	24	72	3 031	1 939	1 840
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	68	738	269	252
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	138	138	688	688	420
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	196	104	684	683	586
Concours financiers aux communes et groupements de communes	125	38	176	190	206
Concours financiers aux départements	33	14	34	15	11
Concours financiers aux régions	0	0	277	277	281
Concours spécifiques et administration	38	52	197	201	89
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 791	8 620	26 263	26 385	24 506
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	8 518	8 349	25 014	25 145	22 608
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	273	271	1 249	1 240	1 898
SANTE	229	118	967	372	268
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	229	117	412	192	88
Protection maladie	0	1	555	180	180
SECURITE	1 389	1 402	5 936	5 675	5 227
Police nationale	728	761	3 039	3 048	2 867
Gendarmerie nationale	661	641	2 897	2 627	2 360
SECURITE CIVILE	25	20	71	99	97
Intervention des services opérationnels	19	13	48	48	58
Coordination des moyens de secours	6	7	23	51	39
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	130	659	11 178	4 403	3 817
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	0	131	378	331	0
Actions en faveur des familles vulnérables	29	19	89	63	33
Handicap et dépendance	6	242	9 828	3 298	3 086
Egalité entre les hommes et les femmes	2	1	3	2	1
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	93	266	880	709	697



unité : million d'€	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2012		Cumul à fin avril 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	36	29	304	170	107
Sport	6	7	148	91	77
Jeunesse et vie associative	30	22	156	79	30
TRAVAIL ET EMPLOI	1 673	1 512	5 406	3 290	2 861
Accès et retour à l'emploi	610	496	2 710	1 579	2 037
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	1 001	943	2 395	1 444	591
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	3	10	43	29	22
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	59	63	258	238	211
VILLE ET LOGEMENT	328	1 491	6 143	3 115	2 981
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	288	99	552	307	193
Aide à l'accès au logement	0	1 342	5 142	2 602	2 526
Développement et amélioration de l'offre de logement	32	44	65	91	10
Politique de la ville et du Grand Paris	8	6	384	115	252
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	45 711	49 561	156 414	135 479	126 773

(1) Programme créée en 2012



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	3 330	20 628	19 499	19 499
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	524	1 335	1 377	1 377
Impôt sur les sociétés (C)	7 217	17 431	16 791	16 791
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	514	2 470	2 164	2 164
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	39	220	167	167
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	313	1 679	1 118	1 118
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	6	14	3	3
Impôt de solidarité sur la fortune	65	191	165	165
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	3	2	2
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	13	39	126	126
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	4	4	4
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	6	5	5
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	9	37	23	23
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle (1)	0	0	2	2
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	45	217	449	449
Recettes diverses	21	60	99	99
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (1) (E)	1 139	4 260	4 353	4 361
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	16 684	63 024	61 136	61 061
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 497	5 150	5 558	5 558
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	41	210	142	142
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	15	62	65	65
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	2	58	58
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	95	399	336	336
Mutations à titre gratuit par décès	610	2 243	2 057	2 057



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Autres conventions et actes civils	36	162	123	123
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	22	135	99	99
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	7	27	47	47
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	10	48	44	44
Timbre unique	37	148	85	85
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	37	156	156	156
Autres droits et recettes accessoires	1	2	2	2
Amendes et confiscations	6	13	97	97
Taxe générale sur les activités polluantes	152	159	144	144
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	7	0	0
Contribution Carbone	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	4	47	46	46
Autres droits et recettes à différents titres	0	1	10	10
Taxe sur les achats de viande	3	24	45	45
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	9	21	23	23
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	16	17	17
Taxe sur certaines dépenses de publicité	25	26	23	23
Taxe de l'aviation civile	19	19	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	774	774
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	1	1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	148	614	621	621
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	64	222	222	222
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	32	133	137	137
Prélèvements sur les paris sportifs	10	37	33	33
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	6	23	22	22
Redevance sur les paris hippiques en ligne	8	30	41	41
Taxe sur les transactions financières (2)	0	0	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	3	17	29	29
Autres taxes	92	147	59	59
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	30 905	114 298	110 878	110 811
TOTAL RECETTES FISCALES (hors remb. et dégrèv.)	22 285	87 913	86 372	86 305

(1) changement de libellé en 2012

(2) création en 2012



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Dividendes et recettes assimilées (A)	5	32	94	94
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	94	94
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	5	32	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	127	1 781	218	220
Revenus du domaine public non militaire	21	72	75	75
Autres revenus du domaine public	1	49	69	69
Revenus du domaine privé	5	15	26	26
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	1 320	13	13
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	99	322	32	34
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	1	3	3	3
Produits de la vente de biens et de services (C)	84	280	292	292
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	45	108	101	101
Autres frais d'assiette et de recouvrement	33	161	165	165
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	1	1	1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	2	6	21	21
Autres recettes diverses	3	4	4	4
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	153	172	430	430
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	132	132	102	102
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2	8	7	7
Intérêts des autres prêts et avances	19	26	286	286
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	0	24	24
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	0	9	9



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	39	75	166	166
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	0	4	4
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	0	2	2
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	0	5	5
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	17	46	125	125
Frais de poursuite	22	29	29	29
Frais de justice et d'instance	0	0	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1
Divers (F)	102	512	413	413
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	5	128	0	0
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	10	31	27	27
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	2	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	44	223	160	160
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	23	23
Frais d'inscription	0	2	1	1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	0	3	3
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0
Récupération d'indus	0	1	12	12
Recouvrements après admission en non-valeur	16	60	67	67
Divers versements des Communautés européennes	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	0	1	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	9	12	12
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	2	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	12	16	31	31
Produits divers	1	10	5	5
Autres produits divers	12	27	67	67
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	510	2 852	1 613	1 615



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 896	-15 121	-18 441	-18 441
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 324	-12 998	-13 755	-13 755
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-4	-3	-3
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-12	-12
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle (2)	0	0	-121	-121
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-261	-892	-2 013	-2 013
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-59	-59	-612	-612
Dotations élu local	0	0	-22	-22
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	0	-13	-13
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-167	-167
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	-3	-109	-109
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	0	-220	-220
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux (2)	0	0	-57	-57
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-1	-1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement (2)	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-210	-1 081	-843	-843
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-32	-35	-316	-316
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-1	-38	-139	-139
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	-38	-38
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle (1)	-8	-8	0	0
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales (1)	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union Européenne	-1 595	-9 410	-7 635	-7 635
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 491	-24 531	-26 076	-26 076
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	19	183	562	562
Fonds de concours - coopération internationale	1	16	101	101
TOTAL FONDS DE CONCOURS	20	199	663	663

(1) Ligne créée en 2012 (2) Ligne supprimée en 2012



unité : million d'€.

	Mois d'avril		Cumul à fin avril					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 847	4 366	19 062	17 148	20 896	17 012	1 834	-136
Aides à l'acquisition de véhicules propres(1)	0	18	34	0	54	0	20	0
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	383	195	447	83	422	403	-25	320
Développement agricole et rural	1	7	2	1	21	28	19	27
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale(1)	14	57	31	0	132	0	101	0
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	10	7	19	0	7	0	-12	0
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	13	39	55	48	72	156	17	108
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	635	0	635	0	1 320	0	685	0
Participations financières de l'Etat	467	1	844	483	535	0	-309	-483
Pensions	4 324	4 042	16 995	16 533	18 298	16 410	1 303	-123
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	35	15	35	15
Comptes de concours financiers	7 531	2 420	29 276	35 050	10 284	13 546	-18 992	-21 504
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	75	0	-60	45	17	17	77	-28
Avances à l'audiovisuel public	274	195	1 097	1 074	615	599	-482	-475
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres(2)	0	0	0	0	0	72	0	72
Avances aux collectivités territoriales	6 933	2 204	27 896	29 266	9 631	9 640	-18 265	-19 626
Avances aux organismes de sécurité sociale(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à des Etats étrangers	244	21	338	4 600	21	217	-317	-4 383
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	5	0	5	65	0	3 001	-5	2 936
Comptes de commerce	17 096	16 821	22 018	22 030	21 954	21 920	-64	-110
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	49	63	203	166	195	148	-8	-18
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	12	6	43	42	26	43	-17	1
Couverture des risques financiers de l'Etat	4	4	1 045	1 316	1 045	1 316	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	30	39	117	87	132	24	15	-63
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	16 993	16 706	20 582	20 334	20 549	20 314	-33	-20
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	3	0	19	0	0	0	-19	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	0	0	0	0	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	5	3	9	12	7	9	-2	-3
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement(2)	0	0	0	67	0	61	0	-6
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	6	0	5	0	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	6	0	37	0	34	678	-3	678
Emission des monnaies métalliques	6	0	21	0	1	0	-20	0
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	16	0	33	678	17	678
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	30 480	23 607	70 393	74 228	53 168	53 156	-17 225	-21 072
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	30 480	23 607	70 377	74 228	53 135	52 478	-17 242	-21 750

(1) mission créée en 2012

(2) mission supprimée en 2012



unité : million d'€.

Trésorerie au 1er janvier 2012	-57 855
Variation de trésorerie	7 675
Solde au 30 avril 2012	-50 180

En raison de la reprise échelonnée des comptes de la gestion 2011, les données issues du système d'information CHORUS n'intègrent pas à ce jour la totalité des comptes du bilan d'ouverture nécessaire à la conception détaillée du tableau des flux de trésorerie habituellement présenté dans la situation mensuelle de l'Etat. Une présentation simplifiée est donc portée dans la présente situation mensuelle.



		Unité : million d'€	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2012
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	186	202	388
		Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1 169	-1 159
		La Poste	1	0	1
		Autres organismes à caractère financier	138	135	273
	CEPL	Régions	1 297	-595	702
		Départements	5 082	-2 866	2 216
		Communes	18 123	-2 887	15 236
		Hôpitaux	3 221	207	3 428
		HLM	204	201	405
		Autres CEPL	16 804	-1 018	15 786
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	7 879	681	8 560
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	1 702	243	1 945
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	1 471	1 600	3 071
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	523	570	1 093
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	14 054	291	14 345
		Communautés européennes	877	50	927
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	74	5	79
	GIP	338	81	419	
	EPL	1 904	612	2 516	
	Autres correspondants	6 056	-49	6 007	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	2	-2	0	
	Intérêts courus sur comptes DFT	90	-92	-2	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 086	92	2 178	
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	4 032	670	4 702	
	Intérêts courus sur comptes à terme	26	-26	0	
Total Passif (A)		86 179	-3 064	83 116	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1	
Découverts des correspondants du Trésor		2	2	4	
Total Actif (B)		3	2	5	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		86 176	-3 066	83 111	



	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2012
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 312 957	36 855	1 349 812
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	887 863	28 661	916 524
<i>dont - taux fixe</i>	730 502	21 818	752 320
<i>- taux variable</i>	138 497	6 606	145 103
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	247 298	10 057	257 355
<i>dont - taux fixe</i>	238 743	9 119	247 862
<i>- taux variable</i>	8 366	916	9 282
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	177 796	-1 863	175 933
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	238	0	238
Dettes exigibles	238	0	238
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	238	0	238
Autres emprunts (C)	6 492	-804	5 688
TOTAL (A+B+C)	1 319 687	36 051	1 355 738



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2011 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2011 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2012.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R & D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire limitée à 20 jours par la loi organique relative aux lois de finances).

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.